



REEMPLACEMENT D'UN ASCENSEUR DDFIP BESANCON 63 Quai Viel Picard 25000 BESANCON

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

MAI 2025

**CCTP
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIERES**

LOT 02 – DESAMANTAGE

Maître d'Ouvrage :

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
FINANCES PUBLIQUES**
63, Quai Vieil Picard
25000 BESANCON



Maître d'Œuvre :

BLONDEAU INGENIERIE
30, Avenue Villarceau
25000 BESANCON



SOMMAIRE

1 - GENERALITES	4
1.1 OBJET DU MARCHE.....	4
1.2 CARACTERISTIQUES DU SITE	4
1.3 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT AU SENS DE LA REGLEMENTATION INCENDIE	4
1.4 ETUDE DE SOL.....	4
1.5 RAPPORT AMIANTE.....	4
1.6 PHASAGE PREVISIONNEL DES TRAVAUX	5
1.7 ACCES AU CHANTIER	5
1.8 OBJET DU C.C.T.P.	7
1.9 CARACTERE DES OBLIGATIONS DE L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE	7
1.10 TERMINOLOGIE	7
1.11 QUALIFICATIONS DES ENTREPRISES.....	7
1.12 CONDITIONS DU CHIFFRAGE	7
1.13 VARIANTES.....	8
1.14 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR	8
2 - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX TRAVAUX DE RENOVATION	9
2.1 CONNAISSANCE DES LIEUX	9
2.2 PROTECTION ET SAUVEGARDE DES EXISTANTS	9
2.3 MESURES DE CONSERVATION DES ABORDS	9
2.4 NETTOYAGES	9
2.5 TRAVAUX DE DEPOSE ET DE DEMOLITION.....	10
2.6 MATERIAUX ET MATERIELS DE RECUPERATION	10
2.7 NUISANCES DE CHANTIER	10
2.8 REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	10
2.9 DIMENSIONS DES EXISTANTS.....	11
3 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES AUX TRAVAUX DE DESAMANTAGE	12
3.1 ETENDUE DE LA PRESTATION.....	12
3.2 REGLES D'EXECUTION – NORMES.....	12
3.3 SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES AUX TRAVAUX DE DESAMANTAGE	15
3.3.1 Etendue de la prestation	15
3.3.2 Habilitation de l'entreprise	15
3.3.3 Conditions générales d'intervention	15
3.3.4 Visite des locaux.....	15
3.3.5 Consistances générales des travaux.....	15
3.4 EXECUTION DES TRAVAUX	19
3.4.1 Matériel de chantier	19
3.4.2 Sécurité et responsabilité	20
3.4.3 Protection des ouvrages conservés	20
3.4.4 Propreté du chantier et au respect de l'environnement urbain	20
3.4.5 Maintien de l'état de propreté du domaine public.....	20
3.4.6 Précautions contre le bruit	20
3.4.7 Recommandation de réaliser une visite sur site, pour prise en compte des contraintes liées aux bâtiments existants, préalablement à la remise de l'offre	21
3.4.8 Gestion des déchets.....	21
3.4.9 Dimensions des existants.....	21
3.5 DOCUMENTS A FOURNIR.....	21
4 - DESCRIPTION DES OUVRAGES PAR ARTICLES	23
4.1 PLAN DE RETRAIT	23
4.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER PROPRES AUX TRAVAUX DE DESAMANTAGE ET TRAVAUX PREPARATOIRES	24
4.2.1 Prélèvements d'air selon Norme NFX 43-269 – Et arrêté du 1 ^{er} Octobre 2019	25

4.3	DEPOSE PARTIELLE DE REVETEMENTS DE SOL PLASTIQUE COLLES AMIANTES ET DECAPAGE DE COLLE AMIANTEE.....	26
4.4	DEPOSE DE PORTE D'ASCENSEUR AVEC BANDE BITUMINEUSES AMIANTEES	28
4.5	NETTOYAGE	29

1 - GENERALITES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent document a pour objet la définition des ouvrages et fournitures constituant le lot :

02 – DESAMIANPAGE

du projet de : **Remplacement d'un ascenseur
63, Quai Vieil Picard
25000 BESANCON**

1.2 CARACTERISTIQUES DU SITE

Altitude :	246 m NGF environ
Neige :	zone B1
Vent :	zone 1
Zone sismique :	3 modérée
Zone climatique :	H1c

1.3 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT AU SENS DE LA REGLEMENTATION INCENDIE

Classement de l'établissement au sens de la réglementation relative à la protection contre les risques d'incendie dans les Etablissements Recevant le Public :

Etablissement de la 5^{ème} catégorie, avec des activités de type W

1.4 ETUDE DE SOL

Sans objet

1.5 RAPPORT AMIANTE

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation des travaux, réalisé le 12/10/23, par la société AC Environnement, dans l'immeuble situé 63 Quai Vieil Picard à Besançon (rapport n° 002ER653747).

Ce rapport met en évidence la présence d'amiante dans un certain nombre d'ouvrages : les ouvrages amiantés seront déposés dans le cadre du présent lot.

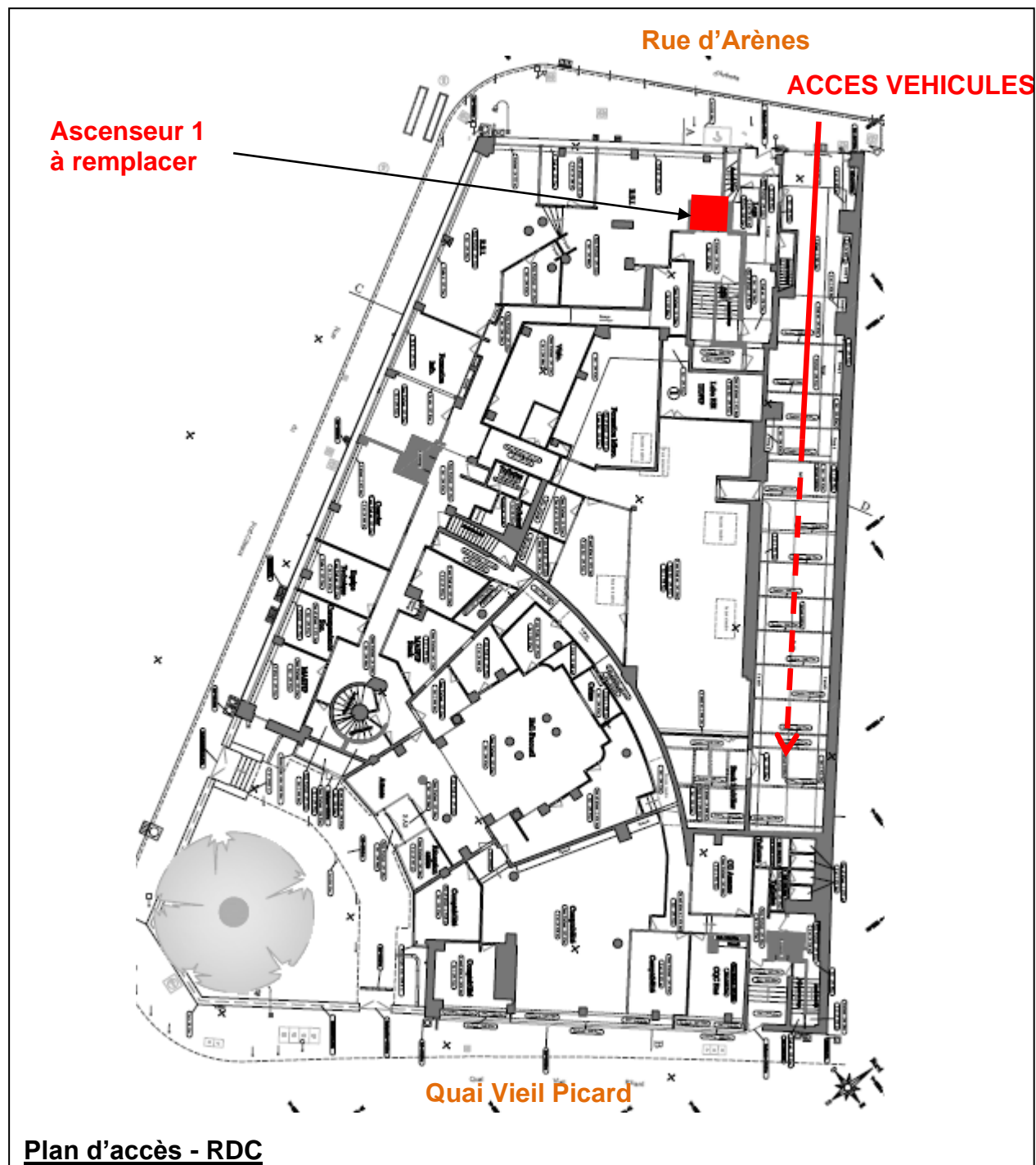
1.6 PHASAGE PREVISIONNEL DES TRAVAUX

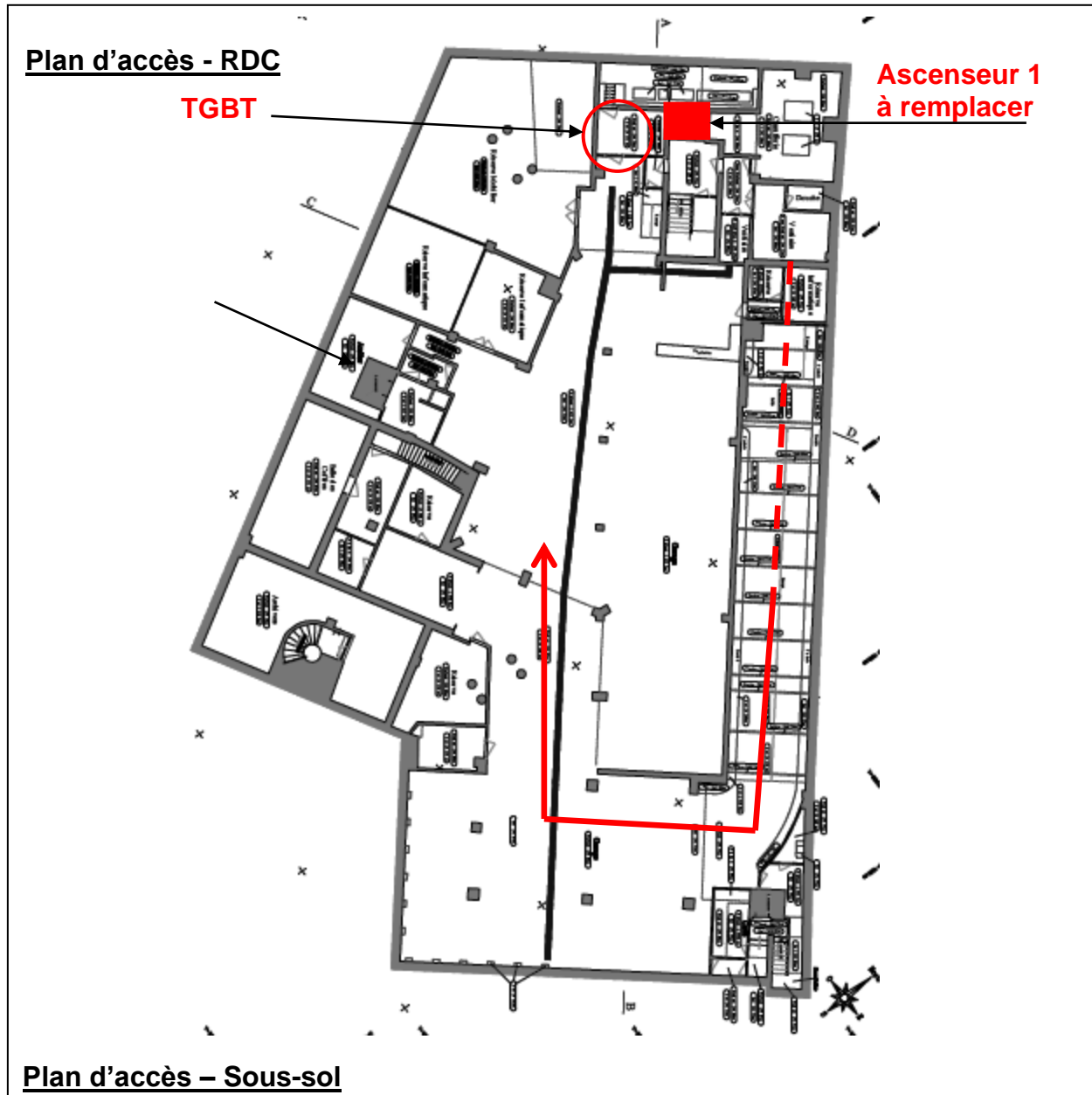
Les travaux seront exécutés en une seule phase.

Les travaux se dérouleront en site occupé.

1.7 ACCES AU CHANTIER

L'accès au chantier se fera par l'accès au sous-sol du bâtiment situé au 69 Rue d'Arènes :





Accès limité à une hauteur maximale de 2,20m.

1.8 OBJET DU C.C.T.P.

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet :

- d'une part : de faire connaître les directives générales qui guideront la réalisation du projet,
- d'autre part : de décrire les travaux du présent lot et de fournir à l'opérateur économique les renseignements lui permettant de calculer les prix de son offre en tenant compte de toutes les fournitures, de la main d'œuvre, et des dépenses annexes nécessaires pour livrer un travail complet conforme aux règles de l'art.

1.9 CARACTERE DES OBLIGATIONS DE L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE

Les documents écrits et graphiques établis par le concepteur ont pour but de renseigner l'opérateur économique sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter.

Les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif.

L'opérateur économique doit, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les ouvrages indispensables à la réalisation, et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit, au sens habituel des règles de l'art.

1.10 TERMINOLOGIE

Dans le présent document, les termes « Entrepreneur » et « Entreprise » désignent les futurs attributaires.

1.11 QUALIFICATIONS DES ENTREPRISES

Sont admises à soumissionner pour l'exécution des travaux du présent lot, les entreprises titulaires des qualifications Professionnelles requises pour l'exécution des travaux décrites au présent dossier.

Les entreprises devront produire et joindre à leur acte d'engagement les photocopies de leur carte de qualification professionnelle et de leur police d'assurance obligatoire (civile et professionnelle décennale).

1.12 CONDITIONS DU CHIFFRAGE

Le présent dossier d'Appel d'Offres correspond à un ensemble de documents destinés à aider le soumissionnaire à remettre son prix dans les meilleures conditions.

Il est entendu que les plans d'Appel d'Offres sont les plans directeurs définissant les éléments principaux.

Le soumissionnaire, par ses compétences professionnelles, prévoira la totalité des ouvrages à réaliser conformément au devis descriptif.

S'il estime qu'il y a dans le dossier d'Appel d'Offres des omissions, des erreurs ou des non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix.

Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée.

A défaut du respect de cette disposition, l'Entrepreneur supporterait les charges financières et le cas échéant, les responsabilités judiciaires correspondantes, étant entendu que sa prestation finale devra être conforme à l'ensemble des documents constituant le dossier d'Appel d'Offres ainsi qu'à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art.

Lors de la remise de son prix, le soumissionnaire s'engagera sur les documents ainsi définis sachant qu'aucune interprétation des plans d'Appel d'Offres ne sera possible. Le montant ainsi arrêté restera dans le cadre d'un marché global et forfaitaire.

L'Entrepreneur devra vérifier, sous sa propre responsabilité, les opérations mentionnées au C.C.T.P. et le complément afin de prévoir dans ses prix l'ensemble des prestations nécessaire à un parfait achèvement des ouvrages de son Lot.

1.13 VARIANTES

Le soumissionnaire pourra proposer toutes les variantes par rapport aux matériels, matériaux et/ou principes définis dans le présent document à conditions :

- que les alternatives soient de niveau au moins équivalent à celui défini dans le présent document
- que soient fournis les documents ci-après :
 - o un bordereau de prix détaillé et séparé,
 - o une note explicative,
 - o la documentation technique correspondante,
 - o un tableau comparatif et récapitulatif reprenant la totalité du projet et permettant une analyse des avantages, inconvénients et incidences de coût des différentes variantes par rapport au projet de base.

Nota : Dans le but d'économie ou de rapidité d'exécution, l'entrepreneur peut proposer une méthodologie d'intervention différente, sans toutefois nuire à la qualité de la prestation.. Cette proposition devra être clairement et distinctement présentée comme variante à l'offre de base. Le maître d'œuvre jugera du bien fondé et transmettra au Maître d'ouvrage, avec tout avis nécessaire, pour décision.

1.14 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur sera rendu responsable de la qualité du bon fonctionnement des installations qui lui sont confiées, ainsi que du respect des performances exigées dans le présent document.

Il devra en conséquence effectuer pour son propre compte et sous sa responsabilité tous les calculs et les sélections des matériaux, matériaux et équipements nécessaires pour lesquelles les précisions du présent document sont à considérer comme indicatives et définissent des prestations minimales.

Il ne pourra en aucun cas considérer les pièces écrites et les plans du dossier d'Appel d'Offres comme « Bon pour exécution ».

2 - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX TRAVAUX DE RENOVATION

2.1 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- L'état des existants et leurs principes constructifs
- Les contraintes relatives aux constructions voisines
- Les modalités d'accès à la voirie
- Les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public
- La nature des matériaux constituant les existants
- La nature et la constitution des structures porteuses
- En général, sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût

En conséquence, l'entreprise ne pourra en aucun cas arguer de la méconnaissance du bâtiment, des zones d'intervention, de l'environnement du chantier, des accès au bâtiment et locaux pour justifier d'une demande de supplément au montant de sa soumission.

2.2 PROTECTION ET SAUVEGARDE DES EXISTANTS

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration aux existants. Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place.

Lors des travaux de démolition ou autres, dégageant des poussières, l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, etc., et par emploi d'aspirateurs si nécessaire.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

2.3 MESURES DE CONSERVATION DES ABORDS

Les abords des bâtiments et plus particulièrement les espaces plantés devront être sauvegardés en leur état.

Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc., devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés.

2.4 NETTOYAGES

Les déchets de chantier de bâtiment devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet, dont notamment à la loi n°92-646 du 13 juillet 1992, modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de l'entreprise.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de ce dernier.

2.5 TRAVAUX DE DEPOSE ET DE DEMOLITION

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

2.6 MATERIAUX ET MATERIELS DE RECUPERATION

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

2.7 NUISANCES DE CHANTIER

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992, avec ses décrets et arrêtés d'application, relative à la lutte contre le bruit.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier
- Les poussières générées
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier
- Les salissures des voies publiques.

2.8 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'entreprise titulaire du présent lot enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

2.9 DIMENSIONS DES EXISTANTS

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des cotes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levées de cotes qui lui sont nécessaires.

3 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES AUX TRAVAUX DE DESAMANTAGE

3.1 ETENDUE DE LA PRESTATION

Le présent lot réunit l'ensemble des travaux de désamiantage de l'opération.

3.2 REGLES D'EXECUTION – NORMES

Sont applicables au présent lot, l'ensemble des règles, et normes en vigueur au premier jour du mois de référence de l'offre, à savoir notamment :

- **arrêt du 11 avril 1972** relatif aux émissions sonores des matériels et des engins de chantier.
- **décret n°77-254 du 8 mars 1977** relatif au déversement des huiles et des lubrifiants neufs ou usagés dans les eaux superficielles, souterraines et de mer
- **décret n°79-981 du 21 novembre 1979** concernant les détenteurs d'huiles minérales ou synthétiques usagées
- **décret du 21 avril 1988** transcrivant en droit français les dispositions d'une directive européenne qui fixe deux principes : réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles et ne pas exposer les travailleurs à des niveaux incompatibles avec leur santé.
- **loi n°92-646 du 13 juillet 1992**, modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Elle définit la notion de déchet ultime et stipule qu'à partir du 1^{er} juillet 2002, seuls ces déchets pourront être mis en centre d'enfouissement technique. Il en découle que tous les déchets non valorisés devront être soumis à un traitement adapté. Cette loi introduit d'autres principes importants, notamment la nécessité de valorisation des déchets
- **décret n°92-1074 du 2 octobre 1992** relatif à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination de certaines substances et préparations dangereuses.
- **arrêté du 18 décembre 1992** relatif au stockage de certains déchets industriels spéciaux, ultimes et stabilisés pour les installations nouvelles
- **loi n°92-1444 du 31 décembre 1992** relative à la lutte contre le bruit, avec pour objectif la prévention de la propagation des bruits pouvant créer des troubles aux personnes et à leur santé, ou nuire à l'environnement. Elle concerne la limitation du niveau sonore des objets et activités bruyants, les caractéristiques acoustiques des transports et construction, la qualité acoustique des bâtiments sensibles.
- **décret n°94-609 du 13 juillet 1994** relatif aux déchets d'emballage, dont les détenteurs ne sont pas les ménages.
- **directive du parlement et du conseil n°94/62/CE du 20 décembre 1994** relative aux emballages et aux déchets d'emballages.
- **circulaire DPPR n°95-007 du 5 janvier 1995** relative aux centres de tri de déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers.
- **décret d'application n°95-79 du 23 janvier 1995** concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation.
- **Arrêté interministériel du 7 Février 1996** : modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et mesures d'empoussièrément dans les immeubles bâtis.
- **Décret n°96-98 du 7 février 1996** : protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante
- **Arrêté du 7 février 1996**, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrément dans les immeubles bâtis.
- **Circulaire DGS/VS 3 /CT 4/ DHC/TE1/DPPR/BGTD n°290 du 26 avril 1996**, relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

- **Circulaire du 26 Avril 1996** : protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- **Arrêté du 14 mai 1996 (modifié par l'arrêté du 26 décembre 1997, JO du 28 décembre 1997)**, relatif aux règles techniques et de qualification que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante.
- **Arrêté du 14 mai 1996 (abrogé par l'arrêté du 4 mai 2007)**, relatif aux modalités de contrôle de l'empoussièrement dans les établissements dont les travailleurs sont exposés à l'inhalation des poussières d'amiante.
- **Arrêté du 28 mai 1996** : portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussière d'amiante dans l'atmosphère d'immeubles bâtis.
- **Arrêté interministériel du 12 juillet 1996** : création d'une commission interministérielle pour la prévention et la protection contre les risques liés à l'amiante.
- **Circulaire du 96-60 du 19 juillet 1996** : élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment.
- **Arrêté du 6 décembre 1996**, portant application de l'article 16 du décret n°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail.
- **Arrêté du 13 décembre 1996**, portant application des articles 13 et 32 du décret n°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante déterminant les recommandations et fixant les instructions techniques que doivent respecter les médecins du travail assurant la surveillance des salariés concernés.
- **Décret n°96-1132 du 24 décembre 1996** : protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante
- **Circulaire du 9 janvier 1997** : élimination des déchets d'amiante ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics. Des produits amiante-ciment retirés de la vente et provenant des industries de fabrication d'amiante-ciment et des points de vente ainsi que tous autres stocks.
- **arrêtés du 12 mai 1997** fixant les dispositions communes, applicables aux matériels et aux engins de chantier.
- **décret n°97-517 du 15 mai 1997** relatif à la classification des déchets dangereux.
- **arrêté du 9 septembre 1997** relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés.
- **Décret N°97-855 du 12 septembre 1997** : modification du décret n°96-97 du 7 février 1998 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- **avis du 11 novembre 1997** relatif à la nomenclature des déchets.
- **Arrêté du 28 novembre 1997**, relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les flocages, les calorifugeages et les faux plafonds.
- **Arrêté du 15 janvier 1998**, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des faux plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- **circulaire du 28 avril 1998** relative à la mise en œuvre et l'évolution des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés
- **décret n°98-638 du 20 juillet 1998** relatif à la prise en compte des exigences liées à l'environnement, dans la conception et la fabrication des emballages.
- **Circulaire du ministère de l'emploi et de la solidarité DRT n°98-10 du 5 novembre 1998**, relative aux modalités d'application des dispositions relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante.
- **circulaire DPPR du 15 février 2000** relative à la planification de la gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics
- **Arrêté du 2 janvier 2002**, relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article 10-4 du décret n°96-97 du 7 février 1996 modifié.
- **Arrêté du 22 août 2002**, relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique « amiante », au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités du repérage, pris pour l'application de l'article 10-3 du décret n°96-97 du 7 février 1996 modifié.

- **Arrêté du 2 décembre 2002**, relatif à l'exercice de l'activité et à la formation des contrôleurs techniques et techniciens de la construction effectuant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante en application du décret n°96-97 du 7 février 1996 modifié.
- **recommandation n°2-2000** relative aux maîtres d'ouvrages publics et à la gestion des déchets de chantier des bâtiments.
- **Circulaire UHC/QC2 n° 2005-18 du 22 février 2005**, relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.
- **Arrêté du 25 avril 2005**, relatif à la formation à la prévention des risques liés à l'amiante.
- **Décret n°2005-635 du 30 mai 2005**, relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.
- **Arrêté du 25 avril 2005 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996**, relatif aux règles techniques et de qualification que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait d'amiante.
- **Arrêté du 29 juillet 2005 (modifié par arrêté du 16 février 2006)**, fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005.
- **Arrêté du 22 février 2007** définissant les travaux de confinement et de retrait des matériaux non friables contenant de l'amiante présentant des risques particuliers en vue de la certification des entreprises chargées de ces travaux.
- **Arrêté du 22 février 2007** définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante.
- **Arrêté du 4 mai 2007**, relatif à la mesure de la concentration en fibres d'amiante sur les lieux de travail et aux conditions d'accréditation des laboratoires.
- **Décret n°2008-244 du 7 mars 2008, relatif au Nouveau Code du travail**, applicable au 1^{er} mai 2008, en particulier l'article R4412-115 relatif à la qualification des entreprises pour le retrait des MPCA non friables présentant des risques particuliers.
- **Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante**
- **Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrément, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages**
- **Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant**
- **Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante**
- **Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante**
- **code de Travail** relatif à la protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers
- **code de la Santé Publique. Décret n°95-408 du 18 avril 1995** relatif à la lutte contre les bruits du voisinage.
- **Code de la Santé Publique, Art L1334-13 – Art. R1334-14 à 29 – Art. R1337-2 à 5**, relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- **Code de la Santé Publique, Annexe 13-9** : programme de repérage de l'amiante mentionné à l'article R. 1334-26.
- **Code de la construction et de l'habitation, Art. L271-4 à 6**, relatif au dossier de diagnostic technique.
- **Code du travail, Art. R231-54 à R231-54-17**, relatif aux règles générales de prévention du risque chimique (23 décembre 2003)
- **Code du travail, Art. R231-56 à R231-56-12**, relatif aux règles particulières de prévention à prendre contre les risques d'expositions aux agents cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (30 juin 2006)
- **Code du travail, Art. R231-59 à R231-59-18**, relatif aux mesures particulières de protection contre les risques liés à l'amiante (30 juin 2006)

- **Norme AFNOR NF X46-010** : référentiel technique définissant les exigences et critères minimaux de qualification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante friable.
- **Norme AFNOR NF X46-011** : référentiel technique définissant les exigences applicables aux organismes certificateurs de qualification des entreprises dans le domaine du traitement de l'amiante friable.
- etc. liste non exhaustive

3.3 SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES AUX TRAVAUX DE DESAMANTAGE

3.3.1 Etendue de la prestation

Les travaux de désamiantage définis dans le présent document consistent en particulier à la dépose de tous matériaux contenant amiante compris installation de chantier et évacuation aux décharges.

3.3.2 Habilitation de l'entreprise

Les travaux de désamiantage devront être réalisés par une entreprise habilitée Sous-section 3.

3.3.3 Conditions générales d'intervention

L'entrepreneur sera seul responsable de l'exécution de ses travaux et fera son affaire de tous rapports et autorisations à obtenir auprès des divers concessionnaires et administrations et supportera à sa charge tous les frais éventuellement engendrés.

3.3.4 Visite des locaux

Les entrepreneurs seront réputés avoir visité en détail l'ensemble des locaux afin de remettre une offre de prix globale et forfaitaire en toute connaissance de cause

3.3.5 Consistances générales des travaux

3.3.5.1 Prestation à la charge de l'entrepreneur

Les travaux de désamiantage comprennent :

- la visite préalable à la remise de son offre.
- le transport de toutes les fournitures et la main d'œuvre nécessaire au parfait achèvement des travaux de désamiantage.
- le repérage sur site des matériaux amiantés.
- les autorisations et location de voirie si nécessaire.
- en outre, la proposition comprendra toutes les prestations complémentaires nécessaires à la réfection éventuelle des ouvrages conservés, endommagés lors du désamiantage
- l'enlèvement des matériaux amiantés décrits dans le CCTP.
- les moyens de levage
- le conditionnement des matériaux amiantés
- évacuation et traitement des déchets conformément à la législation en vigueur.
- les transports en décharge.
- toutes les demandes d'autorisation nécessaires aux travaux de ce lot auprès des services concernés

- toutes les protections des ouvrages avoisinants
- toutes les protections nécessaires au chantier pour ses employés et autres intervenants, pendant les travaux de désamiantage.
- Toutes les analyses d'air nécessaires aux vérifications

3.3.5.2 Opérations préliminaires

Dès réception de l'ordre de service, l'entreprise titulaire du marché correspondant au présent lot, devra conduire les opérations préliminaires suivantes :

- reconnaissance préalable des ouvrages à déposer, ainsi que ceux conservés.
- envoi au maître d'ouvrage du constat.

Avant désamiantage ou autres travaux

- Installation des commodités de chantier
- Obtention des documents de suivi des déchets (CA et BSDA)
- Mise en place d'un balisage (poteaux indicateurs, barrières de balisage etc...), précisant les limites de manœuvre des engins, pose des protections nécessaires à la sécurité des avoisinants.
- Vérification de la consignation des circuits électriques, réseaux gaz, ventilation, etc. dans la zone à traiter. L'entreprise devra assurer de la mise hors tension de l'ensemble des circuits et équipements électriques se trouvant dans ou à proximité immédiate de la zone de travail afin de réaliser un traitement à l'humide. Un traitement à sec est admissible dans les seuls cas où ni la mise hors tension ni l'isolement des circuits et équipements électriques ne sont possibles
- Mesure d'empoussièrement initiale selon stratégie d'échantillonnage par un organisme accrédité : analyse d'air en microscopie électronique à transmission
- Travaux de dépose préalables nécessaires (cloisons, menuiseries, etc.)
- Réalisation d'une installation électrique de chantier comprenant notamment démarches auprès des concessionnaires, branchement, mise en place d'un coffret de chantier, mise en place d'un groupe électrogène de secours avec armoire normal/secours.
- Réalisation d'une alimentation en eau du chantier comprenant notamment démarches auprès des concessionnaires, branchement

3.3.5.3 Documents administratifs

L'entreprise titulaire du présent lot devra être une entreprise qualifiée, apte à procéder au retrait ou au confinement d'amiante.

L'entreprise titulaire du présent lot devra l'établissement et l'envoi aux organismes de prévention concernés, du plan de retrait, conformément aux normes en vigueur.

Le Plan de Retrait comporte notamment les informations suivantes :

- La nature et la durée probable des travaux
- Le lieu où les travaux seront effectués
- Les méthodes mises en oeuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant,
- Les caractéristiques des équipements qui doivent être utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu des travaux ou à proximité (Equipements de Protection Individuelles (EPI) - et les Equipements de Protections Collectives)
- La fréquence et les modalités des contrôles effectués sur le chantier.
- Le plan de retrait sera transmis pour avis aux organismes de prévention concernés, un mois avant le démarrage des travaux

L'entreprise aura à sa charge la réalisation des démarches nécessaires à l'obtention de l'acceptation en décharge contrôlée de Classe 1 des déchets amiantés.

Ce plan sera remis : 1 MOIS AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX à l'inspection du Travail – CRAM, OPPBTP, pour avis.

3.3.5.4 Implantations des ouvrages

Le titulaire du présent lot devra repérer les ouvrages amiantés en coordination avec le maître d'œuvre et notamment définir avec lui les zones de stockage et d'intervention.

Attention, toutes les implantations devront être approuvées par le maître d'œuvre.

3.3.5.5 Ouvrages avoisinants

Les conditions d'exécution des travaux de désamiantage tiennent compte de l'existence sur le chantier ou en limite de celui-ci d'ouvrages de différentes natures, tels que bâtiment, clôtures, chaussées, réseaux, etc. L'entreprise est dans l'obligation de mettre en œuvre les moyens nécessaires et adaptés au maintien en leur état primitif de tous les ouvrages existants destinés à être conservés ; l'entreprise devra prendre en charge tous les travaux de remise en état rendus éventuellement nécessaires du fait de dégradations (de toute nature) qu'elle aurait pu faire lors de son intervention.

3.3.5.6 Coordination

L'entrepreneur devra prendre tous les contacts nécessaires avec les concessionnaires des réseaux.

3.3.5.7 Confinement

Selon la nature des travaux de désamiantage, le présent lot devra la mise en place des confinements nécessaires conformément à la réglementation en vigueur, avec les protections nécessaires pour les travailleurs, comprenant notamment :

- Isolement de la zone de chantier
- Calfeutrement des zones confinées avec obstruction de toutes les ouvertures donnant directement sur les zones à traiter suivant nécessité
- L'entreprise devra s'assurer de la neutralisation des différents dispositifs de ventilation..., ou tout autre système pouvant être à l'origine d'un échange d'air entre l'intérieur et l'extérieur de la zone à traiter.
- Installation d'un sas de décontamination dédié au personnel avec compartiments conformes à la réglementation
- Installation d'un sas de décontamination dédié au matériel avec compartiments conformes à la réglementation
- Mise en service des extracteurs d'air à filtration THE pour maintenir les zones de travail en dépression, compris dispositif de mesures vérifiant en permanence le niveau de dépression
- Confinement par film plastique des surfaces non concernées par les travaux
- Contrôle d'étanchéité par un personnel formé à l'Encadrement Technique

3.3.5.8 Principe générale désamiantage

Travaux de dépose et mise en décharge classée des matériaux déposés contenant de l'amiante :

- Humidification des ouvrages amiantés à déposer par pulvérisation d'un mélange d'eau et produit fixateur
- Dépose avec moyens appropriés selon type d'ouvrages amiantés et ensachage immédiat des ouvrages amiantés à déposer avec sacs à déchets amiante
- Evacuation des sacs de déchets qui feront l'objet d'un lavage et d'un double ensachage dans le sas de décontamination
- Mise des sacs de déchets amiantés en 'big bags' avec marquage amiante posés sur palette filmée et cerclée avec étiquetage amiante
- Nettoyage de fin de travaux et évacuation des matériels de la zone confinée
- Sédimentation des fibres (minimum 12h)

- Réalisation de la mesure de 1ère restitution selon stratégie d'échantillonnage par un organisme accrédité : analyse d'air en microscopie électronique à transmission dans la zone confinée
- Compris décontamination des opérateurs par le SAS à compartiments dédié

La surveillance de l'étanchéité, des rejets (air et eau) et de l'atmosphère de la zone dans laquelle sont effectuées les opérations seront réalisés suivant un programme préétabli pour toute la durée du chantier. Un registre sera tenu, consignait l'ensemble des résultats de cette surveillance ; ce registre comportera les résultats des analyses effectuées dans le compartiment où se font l'enlèvement de la protection respiratoire, le nombre de vérifications effectuées ainsi que le nombre de changements des préfiltres et filtres absolus des protections individuelles et collectives.

3.3.5.9 Repliement

Sous réserve que la teneur en fibres d'amiante mesurée soit satisfaisante selon normes en vigueur (les prélèvements seront analysés en META avec comptage des fibres dites OMS et FFA) :

- Nettoyage par aspiration à l'aide d'un équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité, puis projection d'un fixateur dans la zone confirmée, permettant de fixer les fibres résiduelles éventuelles
- Evacuation et décontamination des équipements de dépose par le SAS à compartiments dédié
- Puis dépose de l'ensemble des moyens mis en place pour le confinement, une fois toutes les précautions prises (conditionnement des films plastiques en déchets amiante)
- Enlèvement des sas, des extracteurs d'air et de tout le matériel qui a été nécessaire à la bonne exécution du désamiantage

3.3.5.10 Gestion des déchets avec amiante

Suivant la norme en vigueur, l'évacuation des déchets avec amiante se fait vers centre d'élimination de classe 1 ayant émis un Certificat d'Acceptation (CA)

Le transport sera réalisé par un prestataire agréé pour le transport de marchandises ADR classe 9.

Les déchets seront évacués régulièrement afin d'éviter l'accumulation sur les lieux de travail.

Sont considérés comme déchets, tous les matériels et matériaux contaminés non réutilisables, les filtres, les gaines démontées, les vêtements jetables, les éléments constitutifs du confinement... et tout ce qui est non réutilisable et contaminé.

L'entreprise devra procéder à la demande de Certificat d'Acceptation (CA) dans le Centre d'élimination et l'établissement du Bordereau de Suivi de Déchet Amiante (BSDA) transmis au mandataire pour signature par le Maître d'ouvrage.

3.3.5.11 Équipements de protections individuelles

Pour effectuer les travaux, les intervenants utiliseront les équipements de protection individuelle conformément à la réglementation en vigueur (gants d'étanchéité, sous vêtements et combinaisons jetables, masques respiratoires à ventilation assistée, bottes de sécurité, etc.)

Suivant la norme en vigueur, les vêtements jetables seront traités comme des déchets d'amiantes.

3.3.5.12 Équipements de protections collectives

Pour effectuer les travaux, le présent lot devra la mise en place des dispositions de protection collectives conformément à la réglementation en vigueur (fermeture des zones à traiter aux tiers, vérification de la consignation des réseaux électriques dans les zones à traiter, mesures de calfeutrement et confinement, mise en place des SAS réglementaires avec compartiments, etc.).

Les installations et les appareils de protection collective doivent être périodiquement vérifiés et maintenus en parfait état de fonctionnement. Les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspecteur du travail et des agents des services de prévention délégué sur le chantier.

Pendant la durée des travaux, il faudra procéder périodiquement à une pulvérisation de liquides permettant la sédimentation des fibres en suspension dans l'air afin d'abaisser au niveau le plus faible possible la concentration en fibres d'amiante dans l'atmosphère.

3.3.5.13 Programme des mesures d'empoussièrement

Le programme des mesures d'empoussièrement par zone d'intervention sera réalisé conformément à la réglementation en vigueur. Il comprendra notamment les mesures suivantes :

- Mesures d'empoussièrement initiale avant travaux
- Mesures nécessaires sur opérateurs, zone de travail, d'approche, de récupération et de rejet d'air lors de l'intervention
- Mesures de 1ère restitution après nettoyage et évacuation de la zone (après sédimentation minimale de 12h)
- Mesures de 2ème restitution, à la charge du maître d'ouvrage, avant restitution du chantier au public nettoyage et évacuation de la zone

Les localisations des contrôles d'empoussièrement seront définies par l'organisme de prélèvement dans la stratégie d'échantillonnage.

Tous les prélèvements seront analysés en META avec comptage des fibres dites OMS et FFA).

La valeur limite d'exposition professionnelle devra respecter les normes en vigueur.

3.3.5.14 Organisation de chantier

L'entreprise titulaire du présent lot organisera son intervention, en étroite collaboration avec le Coordinateur SPS (Horaires de travail journalier, Nombre d'intervenants, Durée de l'intervention, Organisation de la procédure de travail, habilitation par l'employeur vis à vis de chaque intervenant pour travailler sur le site de désamiantage....etc.).

3.3.5.15 Réception

La réception des travaux de désamiantage ne pourra être prononcée qu'après achèvement complet des travaux.

3.4 EXECUTION DES TRAVAUX

3.4.1 Matériel de chantier

L'exécution des travaux devra se faire d'une façon particulièrement soignée et suivant les règles de l'Art.

Les moyens suivants devront être prises en compte dans les prix unitaires des ouvrages, fournis, posés :

- Tous moyens d'accès et de mise en sécurité de ses travailleurs durant toute la durée des travaux du présent lot
- Tous moyens de manutention nécessaires à l'approche des matériaux
- Protection des personnes : il devra également la fourniture et la mise en place de tous les dispositifs imposés par la réglementation du travail et de la sécurité des personnes (harnais de sécurité, gardes corps, etc.)
- Installations propres à l'entreprise : il devra ces installations propres d'éclairage et de signalisation des ouvrages pendant la durée des travaux, d'alimentation électrique de son matériel de chantier, d'alimentation en eau, avec branchement éventuel au réseau provisoire d'électricité et d'eau, compris démarches auprès des concessionnaires.

3.4.2 Sécurité et responsabilité

L'attention de l'entreprise titulaire du présent lot est attirée sur les mesures de sécurité diurnes et nocturnes à prendre pendant l'exécution des travaux.

Les signalisations diurnes et nocturnes, le barricadage seront à la charge des entreprises qui seront seules entièrement responsables de tous les accidents et dommages causés aux tiers par les travaux.

Les panneaux mis en place devront être exclusivement rétro-réfléchissants.

L'entreprise sera tenue de satisfaire, à ses frais et sous sa responsabilité à toutes les charges et prescriptions de police telles qu'elles résultent des lois, règlements et arrêtés en vigueur en ce qui concerne l'éclairage et le gardiennage du chantier, l'écoulement des eaux pluviales, etc.

De plus, le titulaire du présent lot a sa charge toutes les protections collectives conformément à la législation en vigueur.

3.4.3 Protection des ouvrages conservés

Le titulaire du présent lot sera responsable de tous les dégâts qu'il pourrait occasionner sur des ouvrages conservés ou des ouvrages mitoyens. Par conséquent il devra remettre en état, à ses frais, tous les ouvrages auxquels il aura occasionné des dégradations et ceci sans délai.

3.4.4 Propreté du chantier et au respect de l'environnement urbain

Le titulaire du présent lot doit le tri, le chargement et l'évacuation de tous les déblais, déchets et gravois provenant des travaux de démolitions.

L'enlèvement comprend la location de bennes.

L'entrepreneur devra procéder au nettoyage quotidien du chantier.

Il est rappelé que les dispositions d'usage sont réputées incluses dans les prix de l'Entrepreneur et notamment pour :

- la propreté des voies publiques (nettoyage des roues de camions, balayage de voirie)
- la propagation de poussières (prévoir arrosage et brumisation selon nécessité)
- le bruit (matériel silencieux, horaires de travail)
- le nettoyage après travaux des bâtiments de l'environnement immédiat.

3.4.5 Maintien de l'état de propreté du domaine public

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc., du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

3.4.6 Précautions contre le bruit

L'entreprise sera tenue de réduire le plus possible le bruit provenant de l'utilisation de ses divers engins.

Elle devra se conformer à la réglementation en vigueur. Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux, seront strictement applicables.

Dans le cas où par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits

par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

3.4.7 Recommandation de réaliser une visite sur site, pour prise en compte des contraintes liées aux bâtiments existants, préalablement à la remise de l'offre

Afin de mieux apprécier l'étendue des travaux de déconstruction, il est recommandé à l'entrepreneur de faire une visite du site, préalable à la remise de son offre, pour se rendre compte des difficultés éventuelles d'exécution, de l'adéquation des solutions proposées, et de la faisabilité de mise en oeuvre.

Les conditions d'accès au site seront à définir avec le maître d'ouvrage, et devront impérativement faire l'objet d'une demande préalable.

Le fait d'avoir fait une visite sur place suppose que l'entrepreneur a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux et qu'il s'engage à exécuter ses ouvrages dans les règles de l'Art, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus, qui ne seraient et ne pourraient d'ailleurs être financés.

Il ne saurait se prévaloir, ultérieurement à la notification du marché, d'une connaissance insuffisante des sites, lieux, moyens d'accès, conditions climatiques en relation avec l'exécution de ses travaux.

De même, dans le cas où l'entrepreneur ne ferait pas de visite sur place, il ne pourrait prétendre à aucun supplément sur les prix arrêtés à la notification de son marché, sous prétexte d'absences d'informations ou de méconnaissances du site et de ses contraintes.

3.4.8 Gestion des déchets

La procédure d'exécution de l'entrepreneur inclura :

- Les modes opératoires de chacune des étapes du chantier de démolition. Elle analysera les conséquences sur l'environnement du chantier. Les méthodes proposées devront tenir compte des recommandations et propositions figurant :
- Les modes de gestion de l'élimination des déchets (mode de tri et de traitement envisagés sur le chantier et hors chantier).
- Le stockage provisoire (sur le site) de déchets en vue de leur tri. Celui-ci devra être réalisé de manière à :
 - o respecter la santé et la sécurité des travailleurs et des riverain
 - o éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux.

3.4.9 Dimensions des existants

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des cotes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levées de cotes qui lui sont nécessaires.

3.5 DOCUMENTS A FOURNIR

En fin de chantier, l'entrepreneur remettra les bordereaux de suivi et de traitement des déchets.

En cas de non remise des pièces au plus tard le jour de la réception, il lui sera appliqué des pénalités conformément aux CCAP.

Les DOE seront remis en 1 exemplaire papier, plus 1 exemplaire sur support numérique au format PDF, DWG.

4 - DESCRIPTION DES OUVRAGES PAR ARTICLES

NOTA PREALABLE :

Pour procéder à sa mise à prix, l'entreprise devra s'être rendue sur les lieux des travaux. En aucun cas, elle ne pourra se prévaloir d'une insuffisance de renseignements, tant sur les documents graphiques que sur les pièces écrites du présent dossier.

L'entreprise fournira ses modes opératoires au Maître d'œuvre pour approbation, ceci avant travaux.

L'offre sera impérativement accompagnée d'une note méthodologique et de description des matériels mis en œuvre pour l'exécution des tâches.

L'entreprise fera une offre à prix global et forfaitaire pour l'ensemble des travaux et prestations décrits aux chapitres ci-après.

Les travaux de désamiantage devront être réalisés par une entreprise habilitée Sous-section 3.

4.1 PLAN DE RETRAIT

Préalablement aux travaux, l'entrepreneur en charge du désamiantage, dès sa notification devra établir et déposer un « plan de retrait » comprenant au minimum les rubriques suivantes :

- Les intervenants sur le chantier.
- La désignation des travaux.
- La préparation du chantier.
- L'évaluation des risques.
- Le bilan aéraulique.
- La méthodologie des travaux.
- La procédure d'évacuation d'urgence.
- Les protections individuelles (EPI).
- Les protections collectives (EPC).
- L'entretien du matériel spécifique amiante.
- Les procédures d'entrée en zones confinées.
- Les procédures de sortie des zones confinées.
- Les mesures d'empoussièrement.
- La restitution des locaux.
- La gestion des déchets.

Le plan de retrait sera communiqué au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, au coordinateur SPS, à l'inspection du travail, à la CRAM, au Comité régional de l'OPPBTP et au service de santé du travail, pour validation

Position : *Pour désamiantage des ouvrages suivants, selon les plans de l'existant et le diagnostic Rapport amiante en date du 12/10/2023 réalisé par la société AC Environnement ayant repéré des matériaux contenant de l'amiante*

- *Revêtements de sol devant les portes palières de l'ascenseur 1*
- *Croix en bitume amianté sur l'arrière des portes palières de l'ascenseur 1*

Mode de métré : *au forfait*

4.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER PROPRES AUX TRAVAUX DE DESAMANTAGE ET TRAVAUX PREPARATOIRES

Le présent lot aura à sa charge d'exécuter les travaux préparatoires et les installations de chantier propres à l'exécution des travaux de désamiantage conformément aux prescriptions techniques et aux prescriptions et norme d'hygiène et de sécurité, comprenant :

- Installation de vestiaires équipés pour son personnel, compris entretien et maintien pendant toute la durée des travaux, branchements électriques, branchements en eau, raccordement au réseau d'assainissement, livraison, transport et repliement
- Alimentation en électricité :
 - o L'entreprise aura à sa charge la fourniture et pose d'un coffret électrique de chantier pour la durée totale de son intervention, ainsi qu'une alimentation provisoire de chantier pour les travaux de désamiantage.
 - o Ces installations nécessaires au bon déroulement du chantier, ne pourront être exécutées, uniquement par une entreprise d'électricité qualifiée.
 - o le présent lot devra la fourniture et mise en œuvre d'un groupe électrogène de secours (courant secouru)
- L'alimentation en eau se fera avec la pose d'un compteur provisoire de chantier, pour lequel un relevé contradictoire devra être réalisé à la pose de celui ci et avant toute consommation.
- Les autorisations et location de voirie et de police si nécessaire, y compris taxation, signalisation et protections réglementaires, et remise en état après la réalisation des travaux seront également à la charge de l'entreprise adjudicatrice.
- Tous dispositifs nécessaires pour assurer les protections des ouvrages existants conservés, pour assurer la sécurité des personnes (travailleurs et occupants), pour assurer la protection des réseaux existants conservés, et pour limiter les nuisances (sonores, poussières, etc.) durant toute la durée des travaux du présent lot
- Tous moyens d'accès et de manutention
- Le nettoyage journalier du chantier et des abords par l'entreprise
- Repli en fin de chantier et remise en état du terrain

Position : *Pour désamiantage des ouvrages suivants, selon les plans de l'existant et le diagnostic Rapport amiante en date du 12/10/2023 réalisé par la société AC Environnement ayant repéré des matériaux contenant de l'amiante :*

- *Revêtements de sol devant les portes palières de l'ascenseur 1*
- *Croix en bitume amianté sur l'arrière des portes palières de l'ascenseur 1*

Mode de métré : *au forfait*

4.2.1 Prélèvements d'air selon Norme NFX 43-269 – Et arrêté du 1^{er} Octobre 2019

4.2.1.1 Prélèvements d'air type META, initial avant travaux (point zéro)

4.2.1.2 Prélèvements d'air type META, sur opérateur en phase travaux

4.2.1.3 Prélèvements d'air type META, de la base vie en phase travaux

4.2.1.4 Prélèvements d'air type META, en zone d'approche en phase travaux

4.2.1.5 Prélèvements d'air type META, environnementale, en phase travaux

4.2.1.6 Prélèvements d'eau type MES en phase travaux

4.2.1.7 Prélèvements d'air type META, libératoire ou 1ère restitution

4.2.1.8 Prélèvements d'air type META, mesure de fin de chantier, 2ème restitution

Position : *Pendant toute la durée des travaux de désamiantage, pour chaque niveau*

Mode de métré : *au forfait*

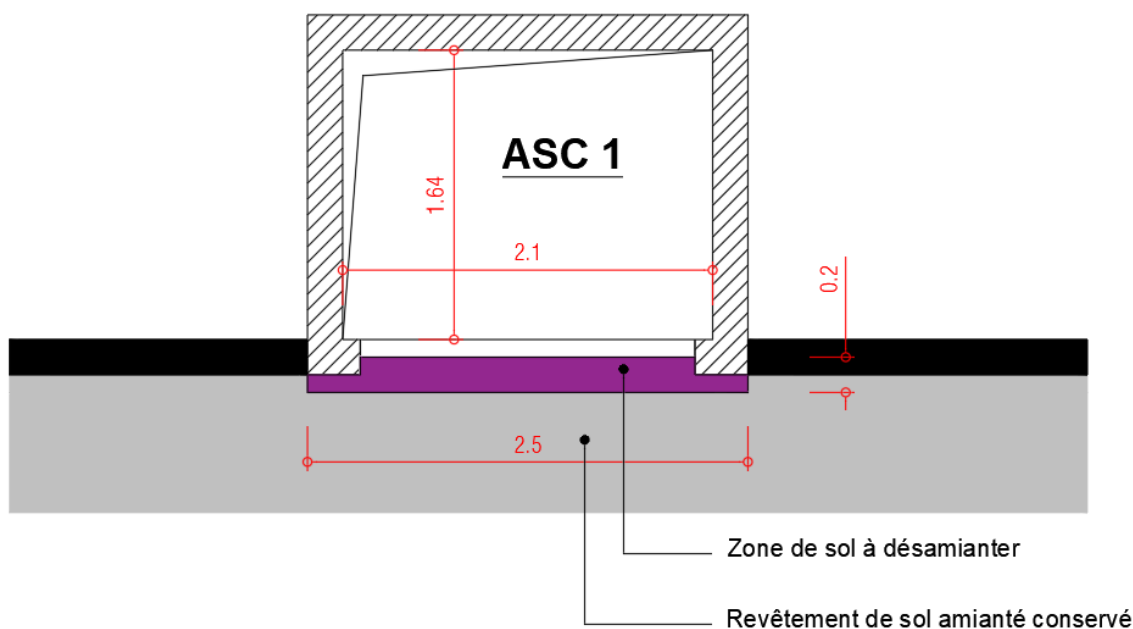
4.3 DEPOSE PARTIELLE DE REVETEMENTS DE SOL PLASTIQUE COLLES AMIANTES ET DECAPAGE DE COLLE AMIANTEE

Dépose des revêtements de sols collés amiantés et décapage de colle amiantée, comprenant :

- Travaux préalables nécessaires pour préparer la zone d'intervention à recevoir les équipements et le confinement
- Réalisation de mesure d'empoussièrement initiale avant travaux
- Fourniture et mise en œuvre d'enceintes de confinement comprenant :
 - o Obturation de toutes ouvertures et calfeutrement sur parois existantes ou équipements ou mobilier restant en zone par fourniture et pose de double couche de polyane d'épaisseur suffisante, ruban adhésif et à l'aide de bombe de colle, compris ossature de renfort si nécessaire
 - o Protection des faux plafonds ou du plancher haut existant par film polyane d'épaisseur suffisante fixé sur la structure existante, compris ossature de renfort si nécessaire
 - o Balisage des sorties de secours
 - o Mise en place d'un SAS personnel réglementaire pour entrée et sortie du personnel, avec compartiments conformes à la réglementation
 - o Mise en place d'un SAS matériel réglementaire pour entrée et sortie du matériel et sortie des matériaux amiantés, avec compartiments conformes à la réglementation
 - o Mise en place des extracteurs et entrées d'air nécessaires avec filtres et gaines pour permettre la mise en dépression de la zone d'intervention, assurer le renouvellement de l'atmosphère de la zone de travail, et abaisser le taux d'empoussièrement en zone confinée, compris tous sujétions et travaux sur ouvrages existants,
 - o Compris réalisation du test de fumée
 - o Compris repli en fin de travaux
- Dépose des revêtements de sol amiantés et décapage des colles + ragréage amiantés, comprenant :
 - o Découpe propre entre les zones retirées et conservées
 - o Dépose à l'aide de matériel adapté de tous ouvrages et accessoires susceptibles de nuire à l'enlèvement des dalles de sol amiantées
 - o Dépose à l'aide de matériel adapté de toutes les couches de revêtements de sol (sols souples PVC ou lino en lés ou dalles, moquettes, ou tous types de revêtements) recouvrant ou étant dessous les dalles de sol amiantées
 - o Dépose des dalles de sol amiantées à l'aide de matériel adapté, compris humidification des dalles de sol à l'aide de produit adapté
 - o Décapage de la colle et ragréage à l'aide d'une machine adaptée au support, permettant de désagréger/poncer les colles et ragréages équipée d'un aspirateur à filtration absolue
 - o Emballage immédiat des déchets à l'avancement des travaux dans sacs à déchets à double enveloppe étiqueté « amiante »
 - o Sortie des déchets par le SAS matériel, évacuation vers la zone de stockage
 - o Evacuation des déchets du chantier au fur et à mesure de la dépose vers un centre de stockage agréé, comprenant transport, déchargement, tous frais et toutes sujétions y relatifs : la décharge devra obligatoirement fournir le Bordereau de Suivi de Déchet Amiante (BSDA) indiquant la provenance le tonnage et le type de matériau
- Travaux de restitution des locaux et repli, comprenant :
 - o Aspiration de toutes les surfaces par un aspirateur industriel à filtration absolue
 - o Nettoyage de fin de travaux et évacuation des matériels de la zone confinée
 - o Réalisation de la mesure de 1ère restitution après nettoyage et évacuation de la zone de fin de travaux avec analyse
 - o Déconfinement de la zone une fois résultat positif de la mesure
 - o Conditionnement des films plastiques en sacs « Amiante » et mise en big bag
 - o Nettoyage final du chantier

- Evacuation des déchets du chantier vers un centre de stockage agréé, comprenant transport, déchargement, tous frais et toutes sujétions y relatifs : la décharge devra obligatoirement fournir le Bordereau de Suivi de Déchet Amiante (BSDA) indiquant la provenance le tonnage et le type de matériau
- Repli du matériel
- Compris réalisation de tous contrôles métrologiques ou visuels nécessaires réglementaires (examen visuel, mesures d'empoussièrement, mesures sur opérateurs, mesures environnementales, tests à la lingette, etc.)
- Compris toutes protections nécessaires et toutes sujétions d'exécution des travaux, toutes sujétions de protection des personnes (EPI, etc.), toutes installations de chantier et mesures nécessaires au désamiantage selon réglementation en vigueur

Vue en plan



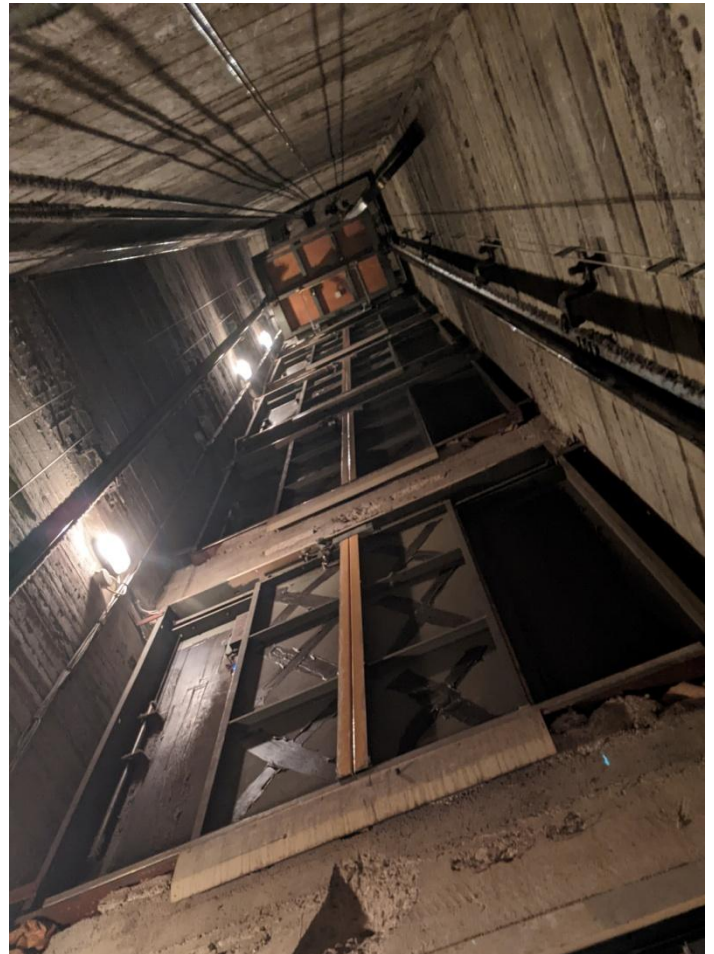
Position : *Revêtement de sol amiantés avec colles amiantées devant les portes palières de l'ascenseur 1 au niveaux RDC, R+1, R+2, R+3 et R+4, selon les plans de l'existant et le diagnostic Rapport amiante en date du 28/12/2021 réalisé par SOCOTEC ayant repéré des matériaux contenant de l'amiante*

Mode de métré : *à l'ensemble par niveau pour la dépose des revêtements de sol et de la colle*

4.4 DEPOSE DE PORTE D'ASCENSEUR AVEC BANDE BITUMINEUSES AMIANTEES

Dépose de porte d'ascenseur avec bande bitumineuses amiantées, comprenant :

- Travaux préalables nécessaires pour préparer la zone d'intervention à recevoir les équipements et le confinement
- Mise en œuvre des équipements et moyens de protection collective nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur, compris repli en fin de travaux
- Dépose des portes, comprenant :
 - o Le mode opératoire utilisé pour le désamiantage devra être le moins émissif possible
 - o Utilisation de moyens d'intervention présentant les meilleures garanties contre le risque de chute de personnes
 - o Démontage des portes par un procédé de déconstruction évitant au maximum l'émission de fibres, compris humidification et pulvérisation d'un surfactant adapté sur les revêtements
Y compris démontage et dépose de tous accessoires et profilés d'habillage et de finition intégrés à la porte
 - o Emballage des déchets dans sacs à déchets à double enveloppe étiqueté « amiante »
 - o Conditionnement sur des palettes qui seront filmées avant évacuation
 - o Collecte et conditionnement des déchets à l'avancement
 - o Evacuation des déchets du chantier au fur et à mesure de la dépose vers un centre de stockage agréé, comprenant transport, déchargement, tous frais et toutes sujétions y relatifs : la décharge devra obligatoirement fournir le Bordereau de Suivi de Déchet Amiante (BSDA) indiquant la provenance le tonnage et le type de matériau
 - o Nettoyage par aspiration à l'aide d'un équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité
 - o Repli du matériel et nettoyage final du chantier, compris évacuation des déchets du chantier
- Compris réalisation de tous contrôles métrologiques ou visuels nécessaires réglementaires (examen visuel, mesures d'empoussièrement, mesures sur opérateurs, mesures environnementales, tests à la lingette, etc.)
- Compris tous moyens d'accès et de mise en sécurité de ses travailleurs
- Compris toutes protections nécessaires et toutes sujétions d'exécution des travaux, toutes sujétions de protection des personnes, toutes installations de chantier et mesures nécessaires au désamiantage selon réglementation en vigueur



Position : *Ensemble des portes palières de l'ascenseur 1*

Mode de métré : *à l'ensemble*

4.5 NETTOYAGE

Nettoyage de fin de chantier après les démolitions,

Comprenant :

- Nettoyage à l'aide de moyens appropriés, reprise d'ouvrages éventuellement dégradés lors des travaux de désamiantage.
- Evacuation en centre de tri, de tous les déchets résultant des nettoyages eux-mêmes.

Position : *Sur l'emprise des ouvrages exécutés lors des travaux de désamiantage*

Mode de métré : *au forfait*